



Déclaration de l'Union Départementale des Syndicats CGT du Cher

Bourges, le 22 Juillet 2014

L'Union Départementale CGT du Cher est scandalisée par les bombardements et l'intrusion des forces au sol dans Gaza, qui ont déjà tué de nombreux civils, des dizaines d'hommes, de femmes et malheureusement d'enfants. Ces victimes de l'acharnement de l'Etat Israélien sont les conséquences du mépris et de l'indifférence de la Communauté Internationale. Nous condamnons fermement ces actes commis par l'armée Israélienne.

Les années de blocus insoutenable que subit la population de Gaza et les difficultés politiques, économiques et sociales qui en résultent, éloignent la perspective d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, ainsi que la réalisation effective de l'Etat palestinien.

La colonisation israélienne et l'accaparement des terres et des ressources palestiniennes se poursuivent à marche forcée. Le nombre de colons a doublé depuis 1993 pour dépasser un demi-million tandis que, géographiquement, les colonies continuent de s'étendre. Israël a transformé la bande de Gaza en camp d'internement à ciel ouvert : une occupation sans soldat. La nature du gouvernement Netanyahu, qui est le plus réactionnaire et le plus militariste de l'histoire d'Israël, aggrave la situation et éloigne les perspectives de paix.

Dans le monde et notamment dans les pays occidentaux, les citoyens ont été soumis à une couverture médiatique partisane, en faveur du pouvoir israélien, qui masque de façon particulièrement indigne la dissymétrie du conflit. Suite aux mobilisations en faveur de la paix, et en raison aussi de l'horreur des images des victimes de la guerre, dont des enfants, les médias semblent un peu évoluer dans leur communication ces dernières heures.

Le gouvernement Hollande-Valls soutient le gouvernement Netanyahu et participe à la propagande de guerre : c'est une posture politique en faveur des puissants. Nous dénonçons les sociétés multinationales, notamment celles qui ont leur siège en France, qui commercent avec Israël et font du profit sur fond de néocolonialisme. Il y a donc lieu d'exercer une pression économique sur ces sociétés multinationales et sur l'Etat d'Israël. La recherche de la paix est à ce prix.

Avec de nombreuses autres organisations, l'UD CGT

du Cher exige la paix.

Elle passe notamment par la mise en œuvre des frontières de 1967, par la reconnaissance de la Palestine comme Etat souverain, membre à part entière de l'ONU, et par la fin du blocus de Gaza. Nous soutenons les pacifistes, les syndicalistes, les artistes et intellectuels, les populations manifestant en faveur de la paix, partout dans le monde, y compris en Israël.

Dimanche 13 juillet, une manifestation a rassemblé des milliers de personnes dans les rues de Paris pour protester contre les bombardements israéliens sur Gaza. Des incidents ont éclaté en fin de la manifestation, à proximité de deux synagogues, entre manifestants et militants de la Ligue de Défense Juive, organisation d'extrême droite déjà mêlée à des agressions contre des militants pro-palestiniens, et interdite en Israël.

Plusieurs témoignages font état de provocations en provenance de militants de la LDJ à proximité de la manifestation. Des accusations d'antisémitisme ont été faites, et certaines voix se sont élevées pour demander l'interdiction des manifestations de soutien au peuple palestinien.

Ces demandes ont été entendues par le Ministre de l'Intérieur qui a interdit certains rassemblements bafouant dans le même temps la liberté fondamentale du droit à manifester.

Ces interdictions ont provoqué stupeur et mécontentement, et ont instauré un climat de défiance voire de violence.

Dénoncer les crimes perpétrés contre les citoyens Palestinien ne peut et ne doit pas être assimilé à de l'antisémitisme.

Nous condamnons les provocateurs et ceux qui, au Proche Orient comme en France, travaillent à dénaturer en tensions religieuses ce conflit politique israélo-palestinien qui résulte de l'impérialisme israélien.

